

# CONVENTION D’ACTIONNAIRES B

conclue entre

tous les actionnaires de la classe B,  
première signature en ligne sur le site  
<https://convact.revena.com>.

actionnaires de classe B



Les actions sont des « jetons » (tokens) de la blockchain Ravencoin,  
de type « action » (shares), ayant pour symbole

**\$REVENA.AB**

<https://ravencoin.asset-explorer.net/a/%24REVENA%2CAB>

Il s’agit d’actifs de type ‘actifs avec limitations’ ou en anglais ‘restricted assets’,  
qui permet aux actionnaires de garantir le respect des lois Suisse  
et de cette ‘Convention des actionnaires’.

# REVENA<sub>sa</sub>

## **I. PREAMBULE**

- 1.1. La société Revena SA (ci-après : la société) est une société anonyme dont le siège est à St-Prex. Son capital-actions s'élève à Fr. 100'000.-. Il est entièrement libéré et divisé en 10'000 actions privilégiées de classe A de Fr. 1.- chacune et 90'000 actions ordinaires de classe B à Fr. 1.- chacune.
- 1.2. 10 actionnaires ont acquis la totalité des 10'000 actions privilégiées de classe A, constituant un total de 10 % du capital-actions total de la société.
- 1.3. Les actionnaires signataires de cette convention acquièrent 10'000 actions de classe B, constituant un total de 10% du capital-actions total de la société.
- 1.4. Les 80'000 actions restantes de classe B, constituant un total de 80% du capital-actions total de la société sont la propriété de Fabian-José Padilla.
- 1.5. Afin de régler leurs relations en tant qu'actionnaires de la société, les parties en actions de la classe B ont pris la décision de conclure la présente convention.
- 1.6. La définition des mots utilisés dans cette convention et nécessitant une définition plus précise se situe après les signatures, à la fin de ce document.
- 1.7. Cela étant, les parties conviennent de ce qui suit :

## II. DEFINITIONS

### 2.1. Valeur réelle :

Le terme « valeur réelle » désigne la valeur attribuée aux titres de la société d'entente entre les parties et, à défaut, par un expert neutre désigné d'entente entre les parties (qui se répartiront les frais de l'expertise proportionnellement au nombre de titres qu'elles détiennent) ou, à défaut, par le Juge du siège de la société.

### 2.2. Cession :

Le terme « cession » signifie tout transfert par l'une des parties, à titre gratuit ou onéreux, consécutif à une vente, une donation, un legs ou tout autre mode d'aliénation, de même que tout démembrement de la propriété entre un ou plusieurs nu-propriétaires et un ou plusieurs usufruitiers.

### 2.3. Cédant :

Le terme « cédant » signifie toute partie à la présente convention qui envisage la cession de ses titres.

### 2.4. Cessionnaire :

Le terme « cessionnaire » signifie toute personne physique ou morale qui se porte acquéreur des titres.

### 2.5. Fonctionnement par projet :

Mode de fonctionnement et de management horizontal de l'entreprise basé sur les dernières techniques de communications (LatticeWorks) et de managements choisie par les associés eux-mêmes, contient :

- Les Hashtags, qui sont les personnes référents dans une des six sections de l'entreprise. Ceux-ci participent à tous les projets de leur « hashtag ». Les hashtags sont #Produit, #Membre, #Associés, #Partenaires, #Gestion, #Compta, plus des unités de contrôle externe #Fiscalité et #Qualité.
- Les Sponsors, qui font en sorte que chaque Associé participant à un projet soit à son meilleur « Sweetspot » possible (#Associés).
- Les Money-manager, qui gèrent les montants pour toute l'entreprise et les projets (#Gestion).

Le but, est d'organiser le travail et le management de manière similaire aux possibilités et à la structure naturelle du logiciel UUnivers.

### III. REGLES DE CONFORMITE

- 3.1. La présente convention s'applique tant aux titres de la société détenus par les parties au jour de sa signature qu'aux titres supplémentaires que les parties seraient amenées à détenir à l'avenir.
- 3.2. Par la signature de la présente convention, les parties s'interdisent de céder leurs titres en violation de celle-ci et s'engagent à faire en sorte que tout cessionnaire adhère préalablement à la présente convention s'il n'y est pas déjà partie.

### IV. BUT SOCIAL

- 4.1. Le but social de Revena SA est le suivant :

«La société a pour but la création et le développement de technologies informatiques et le commerce par internet de produits, notamment de logiciels informatiques, ainsi que toutes prestations de services y relatifs.

Elle peut effectuer toutes opérations en rapport direct ou indirect avec ce but et s'y intéresser directement ou indirectement.

La société peut créer des succursales, en Suisse et à l'étranger.

La société peut accorder des prêts ou des garanties à ses actionnaires ou à des tiers si cela favorise ses intérêts ».

- 4.2. Revena SA répond également à un but philosophique suivant :

« la mise en place d'une structure économique par prélèvement de frais de 1 centime par transaction financière sur ses produits et services informatiques, ayant pour but de générer du cash pour l'achat de livres pour aider la scolarité des plus défavorisés en Suisse et dans le monde. Les livres achetés par ce revenu structurel de la société ne peuvent contenir aucun message de terreur, de menace ou de mensonge, ce qui interdit les livres où le protagoniste principal a un comportement montrant une de ces violences et/ou le narrateur propose également un comportement de ce type pour une raison, un raisonnement ou des conditions quelconques. Pour les livres religieux, la même règle s'applique.».

- 4.3. Le but philosophique sera financé au moyen d'un fonds constitué par des montants d'1 (un) centime qui seront prélevés sur chaque transaction financière interne aux logiciels réalisés par la société.

## V. CATEGORIE D' ACTIONS

5.1. Le capital-actions de Revena SA se décompose comme suit :

10'000 (dix mille) actions privilégiées (classe A) à Fr. 1.- (un) chacune ;  
90'000 (nonante mille) actions ordinaires (classe B) à Fr. 1.- (un) chacune.

5.2. Chacune des actions donne droit à une voix lors de l'assemblée générale des actionnaires, quelle que soit sa valeur nominale ou son prix d'émission.

5.3. Il est convenu que les actions privilégiées de classe A se voient attribuer un dividende de 10 % du montant total que l'assemblée générale a décidé de distribuer.

5.4. Les signataires donnent d'ores et déjà leur accord à la distribution éventuelle d'un dividende prioritaire de 10% en faveur des actions privilégiées de classe A. Un tel système prévoit la distribution de toujours 10% (du montant total que l'assemblée générale décide de distribuer) en faveur des actions de classe A; 10% même après une augmentation de capital actions de classe B; le 90% calculé et restant après calcul des 10% des dividendes de la classe A (du montant total que l'assemblée générale décide de distribuer) sont réparti entre tous les actionnaires de classe B au pro-rata des valeurs nominales des actions de classe B.

5.5. L'introduction de bon de participations équivalant au double du capital-actions, soit en l'état Fr. 200'000.-, est réservé.

## VI. CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 6.1. Le conseil d'administration est composé de 3 (trois) membres. Parties conviennent de la possibilité de porter le nombre de membres du conseil d'administration à 5 (cinq) ou 7 (sept).
- 6.2. Un siège au conseil d'administration (celui de Président) est réservé de manière inaliénable à Fabian José Padilla. Les deux autres sièges sont réservés aux représentants des porteurs d'actions de classe A & B.

## VII. REGLES CONCERNANT LE VOTE ; DROIT DE VETO

- 7.1. Les nouveaux actionnaires, par quoi il faut entendre les actionnaires de la société qui ne sont pas parties à la convention initiale (action de classe A) (mais qui devront être partie à cette convention conformément aux chiffres 3.2 et 8.4 de la présente convention), s'engagent à voter dans le sens de Fabian José Padilla, concernant le but social, le but philosophique ou le mode de fonctionnement de la société (fonctionnement par projets), lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.
- 7.2. Fabian José Padilla dispose d'un droit de veto sur toutes les décisions prises par le Conseil d'administration qui ne respecteraient pas le but social, le but philosophique ou le mode de fonctionnement de la société (fonctionnement par projets).

## VIII. DROIT DE SOUSCRIPTION PREFERENTIEL

- 8.1. Tous les actionnaires disposent d'un droit de souscription préférentiel au sens de l'art. 652b CO. Il ne peut être supprimé ou restreint que pour de justes motifs au sens de l'article du 652B al.2 CO.
- 8.2. En cas d'augmentation de capital, les actionnaires-fondateurs, détenteurs d'actions de classe A & B, pourront exercer leur droit de souscription préférentiel à la valeur nominale des nouvelles actions émises augmentées d'un agio.
- 8.3. L'Assemblée générale peut décider d'un prix d'émission différent pour les deux classes d'actions A & B ainsi que du prix des bons de participations classe C, notamment en ajoutant un agio pour les nouvelles actions de classe B. Alternativement, l'assemblée générale peut décider que les nouveaux actionnaires de classe B seront tenus de verser, en plus du prix des actions, un apport à fonds perdus dans la société.

- 8.4. Les nouveaux actionnaires, par quoi il faut entendre les actionnaires de la société qui ne sont pas parties à la convention initiale (action de classe A), doivent s'engager, avant que l'acquisition des actions ne puisse déployer ses effets, à adhérer à la présente convention. Le refus par un tiers d'adhérer à la présente convention peut constituer un juste motif permettant à la société de refuser l'autorisation la vente des actions audit tiers.
- 8.5. Les parties s'engagent également à s'informer réciproquement de leur intention de vendre leurs actions, et ce aussitôt qu'elle sera connue. Elles s'informeront aussi de la réception d'une offre d'achat émanant d'un tiers.

La réception d'une offre d'achat émanant d'un tiers déclenche automatiquement et à elle-seule l'obligation pour l'actionnaire d'offrir aux autres parties à la Convention de leur céder ses actions aux prix et conditions offerts par le tiers.

## IX. FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE – OBLIGATION DE FIDELITE

- 9.1. Le but de la société est de promouvoir en interne uniquement le management par projets (ou les évolutions de ce type de management dans le futur). Un management collaboratif et humain, forcé par le but philosophique de l'entreprise, sera adopté.
- 9.2. Les parties s'engagent à une obligation de fidélité vis-à-vis de la société. Ainsi, elles s'obligent à ne pas prendre de participation ou d'activité dans une société concurrente de la société REVENA SA, utilisant un système de programmation similaire à Evenja, personnellement ou via des tiers (fiduciaires). Les parties s'engagent à détenir les actions à titre personnel. Des dérogations, notamment dans le but de faire détenir les actions par une personne morale, peuvent, pour de justes motifs, être autorisées par le Conseil d'administration.

## X. DROIT DE PREEMPTION

- 10.1. Fabian José Padilla jouit d'un droit de préemption (droit d'acquisition prioritaire) sur l'ensemble des titres de la société que les actionnaires détiennent ou détiendront dans le futur. Si Fabian José Padilla n'entend pas exercer un droit de préemption dans un cas d'espèce, il décide souverainement de céder, ou non, le droit de préemption à une autre catégorie d'actionnaires.
- 10.2. Ce droit d'acquisition prioritaire s'étend à toute cession, même temporaire ou conditionnelle, de titres de la société entraînant ou non la perte du droit de vote, qu'il intervienne entre vif ou à cause de mort, à titre gratuit ou à titre onéreux, directement ou indirectement, ainsi que sur l'exercice du droit préférentiel de souscription.
- 10.3. Le prix du droit de préemption devra s'exercer à la valeur réelle des titres.
- 10.4. Le droit d'acquisition prioritaire s'exercera selon la procédure suivante :
- a. Le cédant devra notifier aux autres parties le projet d'acte de transfert signé par le cessionnaire des actions ou du droit de souscription. Le projet précisera :
    - l'identité complète du cessionnaire ;
    - le nombre d'actions ou de droits de souscription qu'il offre d'acquérir, étant entendu que ce nombre doit être égal au nombre total d'actions détenues par le cédant ;
    - le prix qu'il offre pour ses actions ;
    - l'indication qu'il n'agit pas à titre fiduciaire pour le compte de tiers ;
    - qu'il s'engage à reprendre toutes les obligations assumées par le cédant en vertu de la présente convention.
  - b. Fabian José Padilla, cas échéant les autres actionnaires de classe A & B, pourront alors exercer leur droit d'acquisition prioritaire dans un délai de trente jours à compter de la réception du projet d'acte de cession, par une déclaration écrite adressée sous pli recommandé au cédant. Le nombre d'actions sur lequel porte le droit de préemption de chaque partie se détermine au prorata du nombre de titres détenu par chaque partie.
  - c. Les parties devront exercer leur droit de préemption sur la totalité des actions du cédant.
  - d. A l'expiration du délai de trente (30) jours précité ou dès que la valeur réelle des titres aura été déterminée, le cédant sera tenu de transférer, en contrepartie de leur valeur réelle, ses actions ou droit de souscription préférentiel aux parties qui auront exercé leur droit de préemption.



e. Le cédant sera libre d'aliéner ses titres au cessionnaire, aux conditions exposées aux parties, si celles-ci n'ont pas dans le délai de trente jours précité exercé leur droit de préemption sur la totalité des titres du cédant.

- 10.5. En cas d'augmentation de capital, les parties inviteront le Conseil d'administration à prévoir des délais de souscription suffisamment longs pour que les droits d'acquisition prioritaires puissent être exercés avant l'expiration du délai de souscription. Le droit de la société d'exclure le droit de souscription préférentiel des actionnaires ou d'en limiter le commerce demeure réservé.

## XI. DROIT D'ENTRAINEMENT & D'INFORMATION

- 11.1. Les parties s'obligent irrévocablement les unes envers les autres pour le cas où elles décideraient, individuellement ou collectivement, de céder ou plus généralement de transférer à un tiers à la présente convention tout ou partie de leurs titres et que cette cession ou ce transfert aurait pour objet ou pour effet de permettre à l'acquéreur de détenir, immédiatement ou à terme, au total plus de 50 % du capital-actions ou des droits de vote de la société à ne pas procéder à la cession majoritaire sans avoir au préalable obtenu de l'acquéreur, un engagement d'acquérir simultanément, au même prix et aux mêmes conditions, tous les titres détenus par les autres parties qui en feraient la demande.
- 11.2. Le ou les cédants devront notifier aux autres parties le projet de cession majoritaire par lettre recommandée. Les autres parties auront un délai de trente jours, après réception de la notification, pour notifier à leur tour leur intention de céder leurs titres à l'acquéreur, au même prix et aux mêmes conditions.
- 11.3. Les actionnaires de classe B ont un droit général à l'information qu'ils peuvent exercer en tout temps auprès du Conseil d'administration de la Société. Ce droit d'information pourra porter sur l'ensemble des affaires et contrats de la Société ainsi que les documents s'y rattachant.
- 11.4. Le droit de préemption des parties demeure réservé.

## XII. OBLIGATION D'ALIENER

- 12.1. Dans l'hypothèse où des parties à la présente convention, représentant 2/3 du capital-actions de la société, trouveraient un acheteur intéressé par l'acquisition du 100 % du capital-actions de la société, les autres parties détenant le tiers du capital-actions restant (ci-après : les minoritaires) s'engagent d'ores et déjà à céder leurs titres aux mêmes conditions que celles prévues pour les autres parties.

- 12.2. Toutefois, les minoritaires n'auront pas l'obligation d'aliéner leurs titres si le prix offert, par action, par l'acheteur intéressé est inférieur à la valeur réelle de celle-ci.
- 12.3. Le droit de préemption des parties demeure réservé.

### XIII. NANTISSEMENT DES TITRES, DECES OU INSOLVABILITE D'UN PARTIE

- 13.1. Chaque partie s'engage irrévocablement à ne pas nantir ses titres ou les grever d'un quelconque droit envers un tiers.
- 13.2. En cas de décès d'une partie à la présente Convention, la propriété des actions passe, sauf disposition testamentaire contraire, aux héritiers légaux.
- Une telle transmission ouvre le droit à un droit de préemption selon le mécanisme précité. Le cas échéant, l'accord de l'autorité compétente en matière successorale et des héritiers sera requis.
- 13.3. Si les héritiers (qui sont liés par la Convention : cf. ch. XIX) ne souhaitent pas aliéner les actions, les parties à la présente Convention pourront faire valoir un droit d'emption sur les actions du défunt. Dans une telle hypothèse, l'évaluation des actions sera faite par un expert-arbitre dont le résultat liera les héritiers.
- 13.4. Les signataires à la présente convention s'engagent à s'informer réciproquement de la survenance d'une situation d'insolvabilité les concernant. Ils communiqueront notamment la réception d'une commination de faillite ou d'un avis de saisie. Dans une telle hypothèse, chaque partie à la convention disposera d'un droit d'emption sur les actions, à exercer à l'égard du signataire ou, cas échéant, de l'office des poursuites/faillites.
- 13.5. En cas de désaccord concernant la valeur des actions, il sera recouru aux services d'un expert-arbitre.
- 13.6. La présente convention lie également tous les successeurs des parties à la convention. Celles-ci sont tenues de transférer leurs droits et devoirs découlant de la convention à leurs successeurs, en les chargeant de faire de même, le cas échéant.

## XIV. CONFIDENTIALITE - DEDOMMAGEMENT EN CAS DE VIOLATION DES ENGAGEMENTS RESULTANT DE LA CONVENTION

- 14.1. Parties conviennent de maintenir la présente convention confidentielle à l'égard de tout tiers. Est évidemment réservée l'obligation légale de la produire, notamment à l'égard des autorités.
- 14.2. En cas de violation, par l'une des parties, des obligations résultant de la présente convention, celle-ci sera redevable à l'égard de la société, d'une peine conventionnelle fixée à Fr. 300'000.- (trois cents mille francs). Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas la partie en cause de l'obligation de respecter les dispositions de la présente convention et de rétablir une situation régulière.
- 14.3. La société est la créancière de la peine conventionnelle (stipulation pour autrui, art. 112 CO). Elle est en charge de faire valoir le dommage; le Conseil d'administration peut déléguer ces démarches à un actionnaire ou à un tiers. La Société se réserve également de faire valoir à l'égard de l'actionnaire qui violerait la présente convention tout dommage supplémentaire qui pourrait être causé par ses agissements.

## XV. DUREE DE LA CONVENTION

- 15.1. La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans dès sa signature.
- 15.2. Après cette date, elle sera automatiquement renouvelée de plein droit d'année en année, à défaut d'une dénonciation écrite envoyée sous pli recommandé aux autres parties au plus tard douze mois avant l'échéance du terme. Le terme admis par les parties est le 30 juin.
- 15.3. En cas de dénonciation de la convention par une ou plusieurs parties, Fabian José Padilla se voit conférer un droit de rachat (c'est-à-dire un droit de rachat) sur les actions détenues par le(s) dénonçant(s). Ce droit d'exercer à la valeur réelle des titres.
- Si Fabian José Padilla entend exercer ce droit de rachat, il en avertira le(s) dénonçant(s) par lettre recommandée dans les soixante (60) jours dès réception de(s) dénonciation(s).
- 15.4. La convention cesse de s'appliquer à toute partie dès qu'elle a cédé la totalité de ses actions, que le transfert des actions a été approuvé par le Conseil d'administration et que l'acquéreur de ces titres a adhéré à la présente convention.

15.5. En tout état de cause, la présente convention continue à lier les signataires qui ne l'auront pas dénoncée.

## XVI. MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

16.1. Toute modification de la présente convention devra être faite en la forme écrite et ne sera valable que pour autant qu'elle fasse référence à la présente convention.

16.2. Si l'une des dispositions de la présente convention devait être ou devenir caduque, la validité des autres n'en serait aucunement affectée. Les Parties sont tenues de remplacer les dispositions nulles ou inapplicables en convenant d'une nouvelle réglementation juridiquement applicable qui respecte l'esprit et qui a le même but que les dispositions en cause.

16.3. Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'une acceptation lors de l'assemblée générale, à la double majorités des parties signataire de cette convention, étant précisé que le compte s'effectue par nombre d'actions et par tête de signataire.

## XVII. DROITS APPLICABLES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

17.1. La présente convention est soumise au droit suisse.

17.2. Toute contestation relative à l'exécution, l'inexécution, la mauvaise exécution ou l'interprétation de la présente convention sera soumise exclusivement à la compétence d'un tribunal arbitral (conformément aux Swiss rules of International Arbitration en vigueur à la date à laquelle la notification de l'arbitrage est déposée) composé de trois membres ; chaque partie désignera un arbitre, les deux arbitres désignant le Président du Tribunal arbitral. La langue de l'arbitrage sera le français et le siège du tribunal arbitral sera à Lausanne.

Ainsi fait en 1 exemplaire digital en fichier pdf, avec signature pour chaque nouvelle actionnaire sur le site <https://convact.revena.com>.

St-Prex, le 15 janvier 2021

REVENA SA